

Commission paritaire des Maîtres-tailleurs, des Tailleuses et Couturières (CP 107)

Convention collective de travail du 3 juillet 2017 Initiatives de formation et d'emploi pour les groupes à risque

I. CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, ouvriers et ouvrières, en ce compris les travailleurs à domicile, des entreprises ressortissant à la compétence de la commission paritaire des Maîtres-tailleurs, des Tailleuses et Couturières.

II. PORTEE DE LA CONVENTION

Article 2

La présente convention collective de travail est conclue en application:

- du protocole d'accord 2017-2018 conclu le 3 juillet 2017 au sein de la commission paritaire des Maîtres-tailleurs, des Tailleuses et Couturières;
- du titre XIII, chapitre VIII, section 1 de la loi portant des dispositions diverses du 27 décembre 2006(I) (M.B. 28 décembre 2006), modifiée en dernier lieu par la loi du 30 décembre 2009 en vue de soutenir l'emploi (M.B. 31 décembre 2009);
- de l'arrêté royal du 19 février 2013 portant exécution de l'article 189, alinéa 4 de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I) (M.B. 8 avril 2013); modifié par arrêté royal du 19 avril 2014 (M.B. 6 mai 2014);
- de l'arrêté royal du 26 septembre 2013 dispensant certaines catégories d'employeurs de la cotisation patronale particulière destinée à financer le régime du chômage temporaire et du complément d'ancienneté pour les chômeurs âgés, instaurée par l'arrêté royal du 27 novembre 1996 (M.B. 7 octobre 2013);
- du titre III, chapitre 1 de la loi concernant la promotion de l'emploi du 23 avril 2015 (M.B. 27 avril 2015);
- de l'arrêté royal du 29 mai 2015 activant l'effort en faveur des personnes appartenant aux groupes à risque et l'effort au profit de l'accompagnement et suivi actifs des chômeurs pour la période 2015-2016 (M.B. 8 juin 2015).
- L'AIP du 2 février 2017 prévoyant la poursuite des efforts en faveur des groupes à risque en 2017-2018.

III. COTISATION PATRONALE

Article 3

Les entreprises ressortissant à la commission paritaire susvisée versent au « Fonds commun pour vêtements sur mesure et couture dames », à partir du 1^{er} janvier 2017 et pour les années 2017 et 2018, une cotisation de 0,10 % calculée sur la base d'un salaire complet de leurs ouvriers/ouvrières, conformément à l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, et aux arrêtés d'exécution de cette loi.

IV. INITIATIVES POUR LA PROMOTION DE LA FORMATION ET DE L'EMPLOI DES GROUPES A RISQUE

Article 4

Le produit de la cotisation reprise sous l'article 3 précité est utilisé pour l'exécution et la stimulation de programmes de formation pour des groupes à risque et pour la promotion d'initiatives visant à soutenir l'emploi des groupes à risque.

Article 5

Aux fins de l'application de la présente convention collective de travail, les parties signataires entendent par « groupes à risque »:

- les travailleurs dont la qualification n'est pas adaptée, ou risque de ne plus l'être, aux exigences des nouvelles technologies, et qui ont obtenu au maximum le diplôme de l'enseignement secondaire supérieur;
- les travailleurs du secteur qui, sans cours de recyclage ou de perfectionnement, risquent de devenir chômeurs de longue durée;
- les demandeurs d'emploi de longue durée et les demandeurs d'emploi âgés de moins de 30 ans et de plus de 50 ans;
- les travailleurs menacés par une restructuration, un licenciement collectif ou la fermeture d'une entreprise.
- les travailleurs appartenant aux groupes à risque comme visés à l'arrêté royal du 19 février 2013 en exécution de l'article 189, quatrième partie, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I).

Article 6

Au moins 0,075 % de la masse salariale doit être réservé en faveur d'un ou plusieurs des groupes à risque parmi les suivants:

1. les travailleurs âgés d'au moins 50 ans qui travaillent dans le secteur;
2. les travailleurs âgés d'au moins 40 ans qui travaillent dans le secteur et qui sont menacés par un licenciement:
 - a) soit parce qu'il a été mis fin à leur contrat de travail moyennant un préavis et que le délai de préavis est en cours ;
 - b) soit parce qu'ils sont occupés dans une entreprise reconnue comme étant en difficulté ou en restructuration;
 - c) soit parce qu'ils sont occupés dans une entreprise où un licenciement collectif a été annoncé;
3. les personnes inoccupées et les personnes qui travaillent depuis moins d'un an et qui étaient inoccupées au moment de leur entrée en service. Par personnes inoccupées, on entend:
 - a) les demandeurs d'emploi de longue durée, à savoir les personnes en possession d'une carte de travail visée à l'article 13 de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée;
 - b) les chômeurs indemnisés;
 - c) les demandeurs d'emploi qui sont peu qualifiés ou très peu qualifiés au sens de l'article 24 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi;
 - d) les personnes qui, après une interruption d'au moins une année, réintègrent le marché du travail;
 - e) les personnes ayant droit à l'intégration sociale en application de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, et les personnes ayant droit à une aide sociale en application de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale;

- f) les travailleurs qui sont en possession d'une carte de réduction restructurations au sens de l'arrêté royal du 9 mars 2006 relatif à la politique d'activation en cas de restructurations;
 - g) les demandeurs d'emploi qui ne possèdent pas la nationalité d'un État membre de l'Union européenne ou dont au moins l'un des parents ne possède pas cette nationalité ou ne la possédait pas au moment de son décès ou dont au moins deux des grands-parents ne possèdent pas cette nationalité ou ne la possédaient pas au moment de leur décès;
4. les personnes avec une aptitude au travail réduite, c'est-à-dire:
- les personnes qui satisfont aux conditions pour être inscrites dans une agence régionale pour les personnes handicapées;
 - les personnes avec une inaptitude au travail définitive d'au moins 33 %;
 - les personnes qui satisfont aux conditions médicales pour bénéficier d'une allocation de remplacement de revenu ou d'une allocation d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées;
 - les personnes qui sont ou étaient occupées comme travailleurs du groupe cible chez un employeur qui tombe dans le champ d'application de la commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux;
 - la personne handicapée qui ouvre le droit aux allocations familiales majorées sur la base d'une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins;
 - les personnes qui sont en possession d'une attestation délivrée par la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale pour l'octroi des avantages sociaux et fiscaux;
 - la personne bénéficiant d'une indemnité d'invalidité ou d'une indemnité pour accident du travail ou maladie professionnelle dans le cadre de programmes de reprise du travail;
5. les jeunes qui n'ont pas encore 26 ans et qui suivent une formation, soit dans un système de formation en alternance, soit dans le cadre d'une formation professionnelle individuelle en entreprise telle que visée par l'article 27, 6° de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage, soit dans le cadre d'un stage de transition visé à l'article 36quater du même arrêté royal du 25 novembre 1991.

V. EMPLOIS-TREMLIN

Article 7

L'effort de 0,075 % de la masse salariale visé à l'article 6 doit au moins pour 0,05 % être destiné à des initiatives en faveur d'un ou plusieurs groupes suivants:

- a) les jeunes visés à l'article 6, 5° ci-dessus
- b) les personnes visées à l'article 6, 3° et 4°, qui n'ont pas encore atteint l'âge de 26 ans.

VI. EFFORTS DE FORMATION

Article 8

Les parties signataires s'engagent, pour la durée de la présente convention collective de travail, à développer les actions nécessaires axées sur la formation et l'emploi.

Le conseil d'administration du « Fonds commun pour vêtements sur mesure et couture dames » jouera un rôle d'orientation et de coordination dans la mise en œuvre de ces actions.

Les moyens financiers seront répartis équitablement entre les projets destinés à la formation, d'une part, et ceux destinés à l'emploi, d'autre part.

VII. DISPOSITIONS FINALES

Article 9

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée et entre en vigueur le 1er janvier 2017 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2018.

Article 10

Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail soit rendue obligatoire par arrêté royal.

Algemeen Christelijk Vakverbond,
Vinciane Mortier

Algemene Centrale-ABVV,
Elie Verplancken

Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België,
Bart De Crock

Mode Unie,
Isolde Delanghe

Paritair Comité voor de Meesterkleermakers, Kleermaaksters en Naaisters (PC 107)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juli 2017 vormings- en tewerkstellingsinitiatieven voor risicogroepen

I. TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, de werklieden en werksters met inbegrip van de huisarbeiders van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het paritair comité voor de Meesterkleermakers, Kleermaaksters en Naaisters.

II. DRAAGWIJDTE VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in toepassing van:

- het protocolakkoord 2017-2018 afgesloten op 3 juli 2017 in het paritair comité voor de Meesterkleermakers, de Kleermaaksters en Naaisters.
- titel XIII, hoofdstuk VIII, afdeling 1 van de wet van 27 december 2006(I) houdende diverse bepalingen (B.S. 28 december 2006), laatst gewijzigd door de wet ter ondersteuning van de werkgelegenheid van 30 december 2009 (B.S. 31 december 2009);
- het koninklijk besluit van 19 februari 2013 tot uitvoering van artikel 189, vierde lid, van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I) (B.S. 8 april 2013); gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 april 2014 (B.S. 6 mei 2014);
- het koninklijk besluit van 26 september 2013 waarbij bepaalde categorieën van werkgevers worden vrijgesteld van de bijzondere werkgeversbijdrage ter financiering van het stelsel van de tijdelijke werkloosheid en de anciënniteitstoelage voor oudere werklozen ingesteld bij koninklijk besluit van 27 november 1996 (B.S. 7 oktober 2013);
- titel III, hoofdstuk 1 van de wet tot verbetering van de werkgelegenheid van 23 april 2015 (B.S. 27 april 2015);
- koninklijk besluit van 29 mei 2015 ter activering van de inspanning ten voordele van personen die tot de risicogroepen behoren en van de inspanning ten bate van de actieve begeleiding en opvolging van werklozen voor de periode 2015-2016 (B.S. 8 juni 2015).
- het IPA van 2 februari 2017 dat voorziet in de verderzetting van de inspanningen voor risicogroepen in 2017-2018.

III. PATRONALE BIJDRAGE

Artikel 3

De ondernemingen die ressorteren onder hogervermeld paritair comité storten aan het "Gemeenschappelijk Fonds voor maatkleeding en snijwerk dames" met ingang van 1 januari 2017 en voor de jaren 2017-2018 een bijdrage van 0,10 pct. berekend op grond van het volledig loon van hun arbeider(sters), zoals bepaald in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en de uitvoeringsbesluiten van deze wet.

IV. INITIATIEVEN TER BEVORDERING VAN DE VORMING EN TEWERKSTELLING VAN RISICOGROEPEN

Artikel 4

De opbrengst van de in voormeld artikel 3 geïnde bijdrage wordt aangewend voor het uitwerken en stimuleren van opleidingsplannen voor risicogroepen en de bevordering van de initiatieven ter ondersteuning van de tewerkstelling van risicogroepen.

Artikel 5

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst verstaan de ondertekenende partijen onder risicogroepen:

- de werknemers waarvan de kwalificatie niet is aangepast of dreigt te zijn aan de vereisten van de nieuwe technologieën, en die maximaal een diploma hoger secundair onderwijs bezitten;
- de werknemers uit de sector die zonder bij- of omscholing het risico lopen langdurig werkloos te worden.
- de langdurige werkzoekenden en werkzoekenden jonger dan 30 jaar en ouder dan 50 jaar;
- de werknemers bedreigd door een herstructurering, een collectief ontslag of een sluiting van een onderneming.
- de werknemers behorende tot de risicogroepen zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 19 februari 2013 tot uitvoering van artikel 189, vierde lid, van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I).

Artikel 6

Tenminste 0,075 % van de loonmassa dient te worden voorbehouden aan één of meerdere van volgende risicogroepen:

1. de werknemers van minstens 50 jaar oud die in de sector werken;
2. de werknemers van minstens 40 jaar oud die in de sector werken en bedreigd zijn met ontslag:
 - a) hetzij doordat hun arbeidsovereenkomst werd opgezegd en de opzeggingstermijn loopt;
 - b) hetzij doordat zij tewerkgesteld zijn in een onderneming die erkend is als onderneming in moeilijkheden of in herstructurering;
 - c) hetzij doordat zij tewerkgesteld zijn in een onderneming waar een collectief ontslag werd aangekondigd;
3. de niet-werkenden en de personen die sinds minder dan een jaar werken en niet-werkend waren op het ogenblik van hun indiensttreding. Onder niet-werkenden wordt verstaan:
 - a) de langdurig werkzoekenden, zijnde de personen in het bezit zijn van een werkkaart, bedoeld in artikel 13 van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden;
 - b) de uitkeringsgerechtigde werklozen;
 - c) de werkzoekenden die laaggeschoold of erg-laaggeschoold zijn in de zin van artikel 24 van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de tewerkstelling;
 - d) de herintreders, zijnde de personen die zich na een onderbreking van minstens één jaar terug op de arbeidsmarkt begeven;
 - e) de personen die gerechtigd zijn op maatschappelijke integratie in toepassing van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie en personen die gerechtigd zijn op maatschappelijke hulp in toepassing van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

- f) de werknemers die in het bezit zijn van een verminderingkaart herstructurerings in de zin van het koninklijk besluit van 9 maart 2006 betreffende het activerend beleid bij herstructurerings;
- g) de werkzoekenden die niet de nationaliteit van een lidstaat van de Europese Unie bezitten, of van wie minstens één van de ouders deze nationaliteit niet bezit of niet bezat bij overlijden, of van wie minstens twee van de grootouders deze nationaliteit niet bezitten of niet bezaten bij overlijden;
4. de personen met een verminderde arbeidsgeschiktheid, namelijk:
- de personen die voldoen aan de voorwaarden om ingeschreven te worden in een regionaal agentschap voor personen met een handicap;
 - de personen met een definitieve arbeidsongeschiktheid van minstens 33 %;
 - de personen die voldoen aan de medische voorwaarden om recht te hebben op een inkomens vervangende of een integratie-tegemoetkoming ingevolge de wet van 27 februari 1987 op de tegemoetkomingen aan personen met een handicap;
 - de personen die als doelgroep werknemer tewerkgesteld zijn of waren bij een werkgever die valt onder het toepassingsgebied van het paritair comité voor de beschutte en de sociale werkplaatsen;
 - de gehandicapte die het recht op verhoogde kinderbijslag opent op basis van een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van minstens 66 %;
 - de personen die in het bezit zijn van een attest afgeleverd door de Algemene Directie Personen met een Handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid voor het verstrekken van sociale en fiscale voordelen;
 - de persoon met een invaliditeitsuitkering of een uitkering voor arbeidsongevallen of beroepsziekten in het kader van programma's tot werkhervatting;
5. de jongeren die nog geen 26 jaar oud zijn en opgeleid worden, hetzij in een stelsel van alternerend leren, hetzij in het kader van een individuele beroepsopleiding in een onderneming, bedoeld in artikel 27, 6°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, hetzij in het kader van een instap-stage, bedoeld in artikel 36quater van hetzelfde koninklijk besluit van 25 november 1991.

V. INGROEIBANEN

Artikel 7

Van de in artikel 6 bedoelde inspanning van 0,075 % van de loonmassa moet minstens 0,05 % besteed worden aan initiatieven ten voordele van één of meerdere van de volgende groepen:

- a) de in hoger vermeld artikel 6, 5° bedoelde jongeren
- b) de in hoger vermeld artikel 6, 3° en 4°, bedoelde personen die nog geen 26 jaar zijn.

VI. OPLEIDINGSINSPANNINGEN

Artikel 8

De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe, voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de nodige acties te ontwikkelen gericht naar de vorming en de tewerkstelling.

De raad van beheer van het "Gemeenschappelijk fonds voor maatkleiding en snijwerk dames" zal een sturende en coördinerende rol spelen in het uitwerken van deze acties.

Hierbij zal, voor de verdeling van de financiële middelen, rekening gehouden worden met een gelijkwaardige verdeling tussen projecten voor vorming en projecten voor tewerkstelling.

VII. EINDBEPALINGEN

Artikel 9

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is afgesloten voor bepaalde duur en heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2017 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2018.

Artikel 10

De ondertekende partijen vragen dat deze collectieve arbeidsovereenkomst algemeen verbindend zou verklaard worden bij koninklijk besluit.

Algemeen Christelijk Vakverbond,
Vinciane Mortier

Algemene Centrale-ABVV,
Elie Verplancken

Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België,
Bart De Crock

Mode Unie,
Isolde Delanghe